

LETTRE OUVERTE

AUX CANDIDAT-ES À LA PRÉSIDENTE DE GRENOBLE ALPES MÉTROPOLE



Nous sommes les livreurs à vélos et leurs familles qui occupons le siège de la Métropole de Grenoble depuis le 19 novembre 2025. Nous avons été expulsés de nos logements détenus par des marchands de sommeil, propriétés d'Actis, le bailleur métropolitain, et nous occupons depuis le hall du bâtiment avec nos familles, dont des jeunes enfants, en attente d'être relogés.

Depuis cette date, nous vivons dans des conditions très difficiles : dans une seule salle, avec seulement deux toilettes pour 150 personnes dont des femmes et des enfants en bas âge. Depuis le début, il y a eu des naissances, mais aussi des fausses couches et un bébé mort-né, dus aux conditions de vie stressantes et extrêmement fatigantes. Depuis 5 mois, plusieurs personnes ont pu être relogées dans des bâtiments publics dans les communes de Pont de Claix, Grenoble, Saint-Egrève, Gières, Meylan, Échirolles et récemment Saint-Martin d'Hères. Aujourd'hui, la majorité des personnes attendent toujours un relogement à Fontaine, Seyssinet et la Tronche tandis que d'autres n'ont encore aucune solution de relogement.

Dans le cadre du respect des Droits de l'Homme et de la dignité humaine, depuis le début de l'occupation, le président actuel de la Métropole et le vice-président au Logement se sont toujours engagés à ce que des solutions soient trouvées pour l'ensemble des occupants, sans jamais menacer d'une expulsion. Ce travail a été mené avec nous et nos

soutiens, de manière très régulière, avec des réunions communes une à deux fois par semaine. Nous le remercions pour le travail effectué jusque-là et souhaitons que cet effort se poursuive pour aboutir à des solutions rapides.

La préfecture de l'Isère, responsable de l'hébergement d'urgence et qui refuse pourtant d'héberger les personnes sans-abris, avait quant à elle proposé comme seule solution notre expulsion sans relogement. Cette décision avait été refusée par l'actuel président de Grenoble Alpes Métropole car les conséquences pour nous, au vu de notre situation administrative, auraient été catastrophiques.

Nous vous demandons, en tant que candidat-es à la présidence de Grenoble Alpes Métropole, de respecter et de faire respecter les engagements votés au dernier Conseil Métropolitain, c'est-à-dire la mise à disposition de bâtiments publics et la continuité du travail pour reloger l'ensemble des occupant-es et reconduire les conventions signées au-delà de l'échéance de juin 2026.

Nous vous demandons de vous engager à maintenir le dialogue avec nous et nos nombreux soutiens, et de ne pas procéder à une expulsion sans que des solutions pour tout le monde ne soient trouvées.

Nous vous demandons également de nous permettre de nous exprimer lors du prochain conseil métropolitain, comme nous l'avons fait lors des deux précédents, afin de continuer d'alerter sur notre situation.

À GRENOBLE, LE 16 AVRIL 2026, LES 150 OCCUPANT-ES DU SIÈGE DE LA MÉTROPOLE SOUTENU-ES PAR :

ORGAS : AFA Grenoble, ADALI, ATTAC 38, Alternatiba Grenoble, CISEM, CSRA, DAL 38, Femmes Égalité comité Lucie Baud, FUIQP 38, Inter-collectif des écoles occupées, Ligue des Droits de l'Homme section Grenoble Métropole, LIFPL, OST

SYNDICATS : FSU 38, UL CGT Grand Grenoble, CGT livreurs, CNT, Intersyndicale enfants migrants (SUD éducation/CNT/FSU), UNEF Grenoble, SELF 38 CGT SPECTACLE, Solidaires Isère, SUD Santé Sociaux 38, Solidaires Informatique 38

PARTIS : LO, NPA-A, NPA-R, LFI, PCF Isère, PCOF 38